

SI LE SAUVEUR EST ROI, LA CONFUSION EST REINE ...

Pour la première fois depuis leur élection, les députés de la Vème ont reçu du monarque la permission d'exprimer leur avis par un vote: rarissime faveur accordée par la Constitution à une Chambre de laquais!

Sensibles à cette faveur - et d'autant plus sensibles qu'une immédiate dissolution eut sanctionné tout vote non conforme au désir souverain ! - les «représentants» du peuple ont approuvé à une majorité massive la politique algérienne du général de Gaulle.

Bravo! Voilà qui est clair. Clair comme une nuit sombre sans lune!

Car, jamais même aux époques les plus troubles de la IIIème et de la IVème, la confusion, l'équivoque et l'absurde n'avaient atteint de tels sommets.

Par exemple, voici dix-sept mois, le général de Gaulle arrivait au pouvoir, catapulté par une «révolution» de carnaval, au sein de laquelle se mêlaient des cadres de l'armée, de hauts fonctionnaires, les activistes algériens, les nostalgiques du défunt Etat français et des fascistes de tous poils. A cette cohue disparate, n'ayant en commun que leur haine de la démocratie et de la liberté, le général déclara: «*Je vous ai compris*».

Sur quoi, installé à la tête du gouvernement d'abord, puis de l'Etat ensuite, il s'employa à démanteler la fragile cohésion de ses propres partisans en procédant à des mutations d'officiers trop «engagés» dans les événements de mai 1958, en déplaçant de hauts fonctionnaires, en obligeant les «Comités de Salut Public» à se saborder, etc.

Par exemple, quelques mois après son accession au pouvoir, sans avoir défini sa politique autrement que par quelques phrases sybillines et contradictoires, le général se faisait plébisciter par 80% du peuple français.

Mais chaque moitié de ces 80%, interprétant à sa manière les paroles du Sphinx, votait en sa faveur - en espérant que celui-ci ferait une politique exactement contraire à celle de l'autre moitié!... les gaullistes de gauche votant pour la paix par la négociation en Algérie et la démocratie en France, les gaullistes de droite votant pour la paix par la «pacification» en Afrique et un pouvoir «fort» dans la Métropole.

Par exemple, des élections suivant le référendum portèrent à la Chambre une majorité massive d'élus U.N.R. dont le «programme» se résumait en deux points: fidélité au général et Algérie Française, le premier étant dans leur esprit le garant de la seconde.

Mais voici que de Gaulle, après un long silence et quelques «conseils» impératifs, lance la bombe «autodétermination» du 16 septembre, qui n'exclut pas même la possibilité d'une indépendance algérienne. Et, s'il rejette aussitôt celle-ci comme une «tentation de démon», il ridiculise l'intégration en la qualifiant de francisation et marque sa préférence pour le fédéralisme. Déchirés dans leurs consciences, écartelés entre les deux morceaux de leur programme, les députés U.N.R. approuvent la politique du général - tout en déclarant qu'ils demeurent ainsi fidèles à l'Algérie Française!

Ainsi, dix-sept mois d'un gouvernement césarien, édifié dans l'absurde et se perpétuant dans l'équivoque, ont amené la confusion à un point extrême.

Les fascistes d'Alger et leurs complices de Paris hurlent la trahison et fomentent ouvertement une nouvelle édition du 13 mai, cette fois dirigée contre le Sauveur d'hier. L'U.N.R., partagée entre la chèvre ultra et le chou gaulliste, s'agite comme une fourmilière brusquement éparpillée et exclut de ses rangs les Biaggi, Thomazo, Lagaillarde et consorts, aux trop compromettantes activités. Les socialistes mollétistes apportent leurs suffrages à un gouvernement dont ils ne cessent de dénoncer par ailleurs le césarisme et la politique antisociale.

Et l'armée, travaillée par une ahurissante mystique christiano-bolchevique de la «guerre révolutionnaire», convaincue qu'elle défend en Algérie les «valeurs» de la civilisation occidentale contre la barbarie marxiste et athée, se prépare à pénétrer sur la scène politique - avec ou sans l'accord du général.

Bidault-le-Petit, entre une gémissement et un coup de blanc, rêve de devenir le Christ incarné d'une nouvelle France impériale et Soustelle, pour la deuxième fois, se fait la malle, non plus aujourd'hui vers le forum algérois, mais vers l'abri élyséen. Des personnages mystérieux se meuvent dans l'ombre transportent de petits arsenaux dans leurs voitures et des groupes concurrents où voisinent officiers supérieurs, activistes, politiciens et tueurs trament chacun leurs petits complots particuliers.

Debré dénonce en catimini ceux-ci devant son propre parti - et fait saisir France Observateur et L'Express qui les dénoncent publiquement.

Pendant ce temps, sur la terre d'Algérie, la guerre continue. De Gaulle et Ferhat Abbas poursuivent devant la galerie un dialogue de sourds et multiplient dans l'ombre des contacts secrets, soit par personnages interposés, soit par émissaires «officiels». Déclarations officielles et faux interview, les unes et les autres soigneusement «préparées» pour les besoins de la cause, se succèdent, ajoutant à la confusion.

Quelles conclusions tirer de cet imbroglio? Que les hommes des deux camps qui tombent ces jours-ci en Algérie meurent plus que jamais pour rien - sinon pour sauver la face de ceux qui les gouvernent.

Mais que comptent pour des hommes d'État — pour un De Gaulle emmuré dans son Palais Elyséen, pour un Ferhat Abbas villégiaturant en toute quiétude sur les bords du lac Léman - les insignifiantes humanités qui, chaque jour nouveau, souffrent et meurent sur la malheureuse terre algérienne?

Maurice FAYOLLE.
